

Défis migratoires en Tunisie, l'UE accorde une aide pour mieux contrôler les frontières



L'actualité de l'afflux conjoncturel de migrants à Lampedusa met l'accent, une fois encore, sur la question des migrations vers et hors de la Tunisie. Ce pays est devenu, pour les migrants subsahariens, un pays de transit et une des routes migratoires les plus importantes vers l'Europe. D'autre part il y a un flux croissant de tunisiens qui cherchent à fuir la situation économique désastreuse de leur pays et qui tentent la traversée vers l'Italie.

La Tunisie vit une période de grands troubles socio-politiques liés à la dérive autoritaire du pouvoir exercé par Kaïs Saïed (élu Président en 2021). La crise des migrants qui traversent la Tunisie pour atteindre l'Europe, ou cherchent à y trouver refuge, accroît les difficultés structurelles de ce pays confronté à des difficultés économiques majeures.

Le 21 février 2023, **Le Président Kaïs Saïed**, a fait des déclarations stigmatisant les « hordes de migrants clandestins », source, selon lui, « de violences, de crimes et d'actes inacceptables » et destinés à changer la composition démographique de la Tunisie afin d'estomper son caractère « arabo-musulman ». Il laisse entendre que la venue de migrants subsahariens relèverait d'un complot visant à affaiblir l'identité arabo-islamique en [Tunisie](#). (Salut Monsieur Zemmour !) « Il existe un plan criminel, dit Kaïs Saïed, pour changer la composition du paysage démographique en Tunisie, et certains individus ont reçu de grosses sommes d'argent pour donner la résidence à des migrants subsahariens ».

Chasse aux migrants subsahariens

Ce discours ouvre la voie à un déchainement de comportements racistes dans le pays, notamment à Sfax, d'où partent nombre de migrants. Les Sub-sahariens résidant en Tunisie, dont un certain nombre, notamment des étudiants, sont en situation régulière sont victimes de chasse à l'homme, expulsés de leur domicile, ou arrêtés par les forces de l'ordre. Certains pays, comme la Côte d'Ivoire, organisent le retour, en urgence de leurs ressortissants. Des milliers migrants, y compris des femmes et des enfants, sont refoulés vers des zones frontalières de l'Algérie et de la Lybie, en plein désert, sans aucune ressource. Les ONG dénoncent ces mesures inhumaines qui ont entraîné de nombreux décès¹.

L'Union Européenne est un acteur majeur des mesures prises pour endiguer les migrations vers les pays du Nord. L'Italie (Georgia Melloni, première ministre) fait pression pour que des mesures renouvelées soient mises en place pour interdire les traversées ou les contrôler drastiquement,

¹ (1166 morts ou disparus depuis le début de l'année, à la date du 19 juin.)

A partir du mois de juin ont lieu d'intenses discussions entre les autorités tunisiennes, la première ministre italienne (Georgia Melloni) et la représentante de l'Union Européenne Ursula Van der Leyen. C'est sous la pression de l'Italie, très inquiète de l'augmentation du nombre de migrants et de réfugiés débarquant sur son sol en provenance de Tunisie – soit 26 555 sur les cinq premiers mois de l'année, c'est-à-dire sept fois plus qu'en 2022 –, que l'UE couve Tunis de sa sollicitude.

Le 16 juillet un « **partenariat stratégique global** » est finalement signé entre l'Union européenne et la Tunisie. Il prévoit, entre autres mesures, un fonds de 105 millions accroître le contrôle des frontières tunisiennes, qui comprendra un renforcement des garde-frontières, des équipements sophistiqués pour traquer les départs et identifier les migrants, etc. Les négociations prévoient que la Tunisie devra réintégrer ses ressortissants refoulés des pays d'arrivée mais aussi accepter que les immigrants africains qui sont passés par son sol y soient réadmis. Cette clause fait l'objet de contestation, Kaïs Saïed protestant que son pays n'a pas à être « le garde-frontière de l'Europe ».

La France n'est pas en reste. Elle a accordé en juin une enveloppe de 26 millions d'euros qui devra servir selon les propos de Gérald Darmanain « à contenir le flux irrégulier de migrants et à favoriser leur retour dans de bonnes conditions ». Darmanain a ajouté qu'il revenait aux pays d'origine des migrants d'Afrique subsaharienne transitant par la Tunisie « *de faire en sorte qu'il y ait un minimum de départs* ».

Dans une tribune du 16 août, (Le Monde) les chercheurs dénoncent le dévoiement de la coopération entre l'UE et les pays tiers, et ses effets désastreux sur la société tunisienne :

... « Le Partenariat stratégique global signé entre Tunis et Bruxelles risque de déstabiliser un peu plus la société tunisienne, s'inquiètent des chercheurs tunisiens, français et allemands... La politique migratoire européenne transforme les pays du sud de la Méditerranée, et notamment la Tunisie, en garde-frontières, tout en favorisant l'exode des cerveaux vers l'Europe, à un moment où le pays a besoin de ses compétences pour faire face aux différentes crises qu'il connaît... L'intention d'expulser des personnes et familles vulnérables dans un pays tiers, contre leur gré, est inadmissible en soi. Les expulser en Tunisie à un moment où cette dernière traverse des difficultés importantes sur tous les fronts met en péril l'un des derniers pays stables dans la région ».

Pour les ONG, « l'Europe est en train de passer d'une coopération fondée sur les valeurs, notamment les droits de l'homme, la démocratie ou le soutien des ONG, à une coopération pour défendre nos seuls intérêts ».